

---

## La Russie et l' « après » Poutine : l'avenir est dans la continuité

---

Pierre-Etienne CHAMPENOIS\*

Octobre 2007

La Russie est-elle à un tournant ? La Russie a-t-elle déjà renié la voie de la démocratie libérale ? Autant de questions fondamentales, pour son avenir propre et aussi pour le nôtre. A ces questions, il n'y a pas de réponses simples ni évidentes.

Pour porter un jugement informé, il nous manque le recul du temps. La rupture historique, la chute de l'URSS, ne date que de 1991. Ce fut, selon Poutine, le plus grand désastre de l'histoire. Beaucoup de Russes, même parmi les réformateurs, pensent comme lui. Ces Russes jettent un regard nostalgique sur un passé dans lequel ils voient avant tout la grandeur ; ce qui ne veut pas dire qu'ils soient prêts à retourner en arrière ni à remonter le temps.

Ce à quoi on assiste pour le moment, c'est à la redéfinition d'une identité russe. Il s'agit de renouer avec une mémoire historique qui transcende l'épisode communiste. Le monde soviétique a vécu mais la Russie en a gardé certaines (mauvaises) habitudes et des méthodes qui pour la plupart s'inscrivent dans une certaine tradition ancestrale du pouvoir ; tradition dont Poutine est, sans doute plus encore que d'autres, un authentique représentant.

Comprendre la Russie d'aujourd'hui implique non seulement un retour sur un passé récent mais aussi de prendre en compte une dimension historique sous jacente et trop souvent absente de la réflexion.

### 1. La crise de 1998 et l'échec des libéraux

La Russie et tous les Russes confondus sont sortis du traumatisme de 1991, la chute de l'URSS, littéralement *anesthésiés*. La première réaction aura été typiquement russe, celle du fatalisme. Le pouvoir en pleine déliquescence, et sans idées propres autres que la volonté de tourner la page, s'en est remis aux conseillers occidentaux, plus exactement américains, qui eux-mêmes ont cru, probablement de bonne foi, que le libéralisme triomphant s'imposerait naturellement sur les ruines du soviétisme. C'était dans la ligne de la *fin de l'histoire* pour reprendre la formule de Fukuyama.

Il a fallu attendre la crise financière et la dévaluation du rouble de 1998 pour que les Russes, et nous-mêmes d'ailleurs, prenions la mesure de la réalité : le système communiste s'était écroulé, entre autres sous le choc de la privatisation des instruments économiques. Ceux-ci, il

---

\* Pierre-Etienne CHAMPENOIS is Senior Research Fellow at EGMONT – The Royal Institute for International Relations. This comment does not in any way represent a position of the institution to which he belongs. October 2007.

faut le reconnaître, étaient tous dans les mains du parti. Or la priorité politique du nouveau Président Eltsine était d'abattre le parti et de neutraliser ses instruments d'action ; ce qui fut fait, mais au prix d'un écroulement du niveau de vie et même d'un écroulement de l'espérance de vie. Les libéraux et leurs *mentors* occidentaux furent les premières victimes de la crise financière de 1998. Cette crise de courte durée mais profonde a consacré une rupture dont les effets politiques se sont fait sentir progressivement à partir de 2000, avec l'arrivée au pouvoir de Poutine. Ce dernier, loin d'être comme certains l'auraient voulu l'homme de l'ordre, mais de l'ordre dans la continuité, s'est révélé comme le Président de la rupture présentée comme le retour des valeurs nationales par opposition aux tenants de l'internationalisme. Le mot d'ordre peut se résumer en ceci : Russie d'abord !

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, la crise de 1998 apparaît rétrospectivement comme une sorte de cadeau déguisé. Ce fut le début d'un redressement qui s'explique moins par le génie économique du Président et de son équipe que par le retournement de la conjoncture internationale. Cette coïncidence a permis à la Russie d'échapper à la spirale déflationniste imposée par le FMI, de rembourser sa dette et de relancer la croissance sur base d'une politique dictée par des impératifs nationaux et d'essence dirigiste plutôt qu'internationaliste et de nature libérale. C'est en cela qu'a consisté la nouveauté. Les perdants auront été sans conteste l'école de Harvard, le FMI et plus généralement l'*intelligentsia* occidentale d'inspiration démocrate ou pour utiliser un mot lourd de sens dans l'inconscient soviétique, *cosmopolite*. Ces libéraux se sont discrédités sans doute pour longtemps, au point de n'être plus aujourd'hui qu'une force politique insignifiante, et sans un seul siège à la Douma. Ils avaient pourtant toutes les cartes politiques en main, ne fût-ce qu'en raison de l'effondrement des autres forces. La preuve est ainsi faite qu'il ne suffit pas de prôner les vertus de la démocratie et de l'économie de marché pour en imposer la pratique dans une société qui culturellement n'y est pas préparée, et qui en outre ne dispose pas des instruments de gestion et des contrepois nécessaires.

Le résultat de tout cela est que, à l'inverse de l'aire Eltsine qui était marquée par l'instabilité et l'incertitude, la Russie se situe aujourd'hui dans une perspective de stabilité et de continuité. L'approche des élections suscite certes des tensions et des incertitudes mais ce ne sont là que des péripéties liées au positionnement des clans ou d'intérêts individuels soucieux de protéger leur fortune et désireux de s'assurer une part des dépouilles. Il y aura certes des changements, comme après toute échéance électorale, mais ce sera dans la continuité, avec Poutine, ou de toute façon, à l'ombre de Poutine.

## **2. Le bilan des années Poutine**

Les russes ne sont probablement pas plus satisfaits de leur sort que beaucoup d'autres peuples mais ils sont à nouveau fiers d'être russes. Après les années Eltsine, celles de l'humiliation, ils voient dans Poutine l'homme du «*risorgimento*». L'image du Président est en moyenne aussi bonne à l'intérieur (taux d'approbation de l'ordre de 80%) qu'elle est mauvaise à l'extérieur. Mais, ici aussi, il convient de nuancer.

Les conditions assez troubles dans lesquelles Poutine est arrivé au pouvoir dans une période marquée par des attentats toujours inexplicables et par la reprise de la guerre en Tchétchénie, continuent de jeter une ombre sur son action, et surtout sur son mode d'action. Tout cela reste mystérieux et en tous cas inexplicable. Il est vrai que Poutine a été servi par les événements soit qu'il ait contribué lui-même à les susciter, soit que ceux-ci aient été, s'agissant par

exemple de l'envolée des prix de l'énergie, le résultat d'une conjoncture mondiale qui le dépassait. Le successeur de Poutine devrait, de ce point de vue, accéder au pouvoir libre d'un passif aussi lourd à porter.

Quoiqu'il en soit, il serait excessif, d'un point de vue russe, et même du nôtre, de dresser des années Poutine un bilan entièrement négatif comme on a, certainement pour ce qui concerne les médias occidentaux, souvent tendance à le faire.

## **2.1. Sans prétendre à l'exhaustivité, citons au plan positif :**

- **L'unité et la reprise en main du pays**

Poutine a ramené un certain ordre dans un pays tout simplement en voie de féodalisation au profit de mafias locales ou des clans ou d'une combinaison des deux. Une recentralisation du pouvoir s'imposait. La décentralisation voulue par Eltsine était sans doute d'esprit démocratique mais, faute d'encadrement, ses conséquences ne pouvaient être qu'anarchiques. Ainsi, l'élection, en principe démocratique, de potentats locaux, le plus souvent ex-secrétaires du parti, n'ayant de compte à rendre à personne ne constituait pas en soi une garantie de bonne gouvernance. C'était en outre la porte ouverte à toutes les forces centrifuges et aux excès d'un sous nationalisme débridé. La Russie ne pourra jamais fonctionner sans une bonne dose de centralisme. En outre, personne n'aurait rien eu à gagner à une balkanisation de l'espace russe.

- **Un retour de la confiance au plan interne et externe dans l'avenir de la Russie**

Poutine a rendu aux russes le sentiment qu'ils existaient en tant que pays et comme une réalité sur la carte internationale. Cette prise de conscience, ou encore cette volonté d'affirmation mêlée de sûreté de soi, ou encore cette « *assertivité* » comme on le dirait en anglais, n'est pas sans conséquences de notre point de vue. Pour dérangeante qu'elle puisse être parfois cette *assertivité* devrait logiquement nous inciter à prendre la mesure réelle de la Russie comme voisine et surtout comme partenaire plutôt qu'à réagir en la traitant comme une sorte de non entité comme on l'a fait, parfois même sans s'en rendre compte, dans les années 90.

- **La relance économique**

C'est sans conteste dans ce domaine que les progrès ont été les plus spectaculaires, et que la Russie accède véritablement au statut de grande puissance. Certes les marchés sont à l'origine de ce miracle plus que la politique économique du Président. Il n'empêche que le marché russe est devenu attractif, y compris pour les investisseurs étrangers. Ce marché difficile n'est pas sans risques. La remise en cause de grands investissements pétroliers au nom d'intérêts *particuliers* ou tout simplement en raison d'une volonté étatique, l'a montré. Mais la réaction des grandes sociétés pétrolières prouve aussi que l'important pour ces dernières n'est pas tant lié au risque d'être en Russie qu'à celui de ne pas y être. Il est vrai que la politique économique du gouvernement comporte des vices structurels et qu'elle s'apparente par bien des côtés à du dirigisme ou à une forme de libéralisme encadré, ou encore à du *national capitalisme*. Ceci constitue une source de discrimination importante sur le plan de la concurrence et, plus grave, un instrument de contrôle politique au service du

pouvoir. La Russie n'est certes pas la seule à vouloir pousser des « *champions nationaux* » mais, dans son cas, la motivation est plus politique qu'économique.

- **L'émergence d'une classe moyenne**

Le niveau de vie s'est considérablement accru pour de larges couches de la population, et pas seulement à Moscou comme c'était le cas avant. Certes, il reste de nombreux laissés pour compte, les malades, les vieux, les chômeurs qui, malheureusement pour eux, sont sortis depuis longtemps de l'équation politique. Le fait est qu'il y a aujourd'hui une classe moyenne. Il s'agit là d'un facteur important de stabilisation et sans doute aussi, à terme, de démocratisation. Les russes, et pas seulement les néo-oligarques, voyagent à l'étranger et s'initient au mode de vie capitaliste c'est-à-dire à un mode de consommer, donc de penser et de choisir. Pour cette nouvelle classe dont les enfants étudient ou font des stages à l'étranger, et ils sont plus nombreux qu'on le croit, l'acquis de la démocratie, c'est avant tout le droit de voyager, d'étudier, de s'exprimer et de consommer, bref d'être *comme tout le monde*. Il s'agit là d'un acquis irréversible quel que puisse être la tendance autocratique du régime.

## **2.2. Le bilan comporte aussi des ombres, entre autres :**

- **Le nationalisme radical, l'intolérance et le racisme**

C'est un vieux mal russe que le pseudo internationalisme soviétique n'avait fait que camoufler. Le renouveau nationaliste inspiré par le Président n'est évidemment pas de nature à calmer des esprits déjà trop enclins à s'enflammer. De plus, le ressourcement de la Russie en quête d'une identité nationale plutôt que soviétique ramène à la surface des réminiscences impériales et souvent xénophobes. En fait, la Russie se trouve dans une phase que l'on pourrait qualifier de *néocoloniale*. L'URSS était le dernier empire colonial de la planète. La Russie est toujours confrontée aux séquelles de cette situation historique. Face au problème des minorités, le réflexe toujours sous-jacent est de dire : « *ces gens là ne sont pas des russes, qu'ils s'en aillent* ». Le racisme n'est pas a priori un problème russe même si il s'y manifeste de façon virulente ; mais le problème spécifique des russes lorsqu'ils disent aux caucasiens, par exemple aux tchéchènes, de rentrer chez eux, est qu'ils oublient que ces derniers sont chez eux précisément parce que, la Russie, jusqu'à nouvel ordre, est d'avis qu'ils sont russes et qu'ils doivent le rester.

- **Sécurité et terrorisme**

L'ordre règne mais la main des services est particulièrement lourde sans démontrer pour autant l'efficacité qu'on serait en droit attendre dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et la criminalité qui, en principe, fait partie des priorités du gouvernement. La lutte anti-terrorisme est évidemment étroitement liée à la question tchéchène dont on feint, à Moscou, de croire qu'elle est sinon réglée, du moins en voie de l'être. Pourtant la question continue d'obérer gravement la stabilité dans l'ensemble de la région Nord Caucase. Il est vrai que la question tchéchène a été très largement évacuée de l'actualité en Russie même, sinon toujours, à l'étranger. Cet état de chose tient essentiellement à ce que la participation aux hostilités est surtout le fait des Tchétchènes eux-mêmes auxquels la guerre a été sous traitée dans le cadre d'une indépendance de fait qui ne dit pas son nom. Le résultat est que l'implication des forces de sécurité fédérale sur le terrain est devenue marginale. La

Tchéchénie n'est plus une menace pour le régime mais elle n'en constitue pas moins un risque terroriste et une cause latente d'instabilité pour l'ensemble de la Russie.

- **La corruption**

Le Président avait fait une priorité de la lutte contre la corruption (à ne pas confondre avec la mafia ou la grande criminalité, même si il y a des relais étatiques à ce niveau aussi, entre autres lorsqu'il s'agit de faire exécuter les basses œuvres). Ici, l'échec est patent de l'avis des russes eux mêmes. Le résultat aura été de déplacer le problème mais en l'amplifiant. A l'époque d'Eltsine, la corruption était le fait de ceux qu'on appelait les oligarques, finalement une petite minorité qui avait su s'approprier les bénéfices de la privatisation grâce à des connections bien placées, et à la faveur du désordre ambiant qui régnait alors dans la gestion de l'état. Ce fut l'accaparement privé du patrimoine public. Le fait que tout cela se soit produit, formellement du moins, sous le couvert d'une loi (loan for shares), n'en est pas moins scandaleux. Poutine a, d'une certaine manière, repris la main non pas, comme il l'avait promis, pour le compte de l'état mais au profit de la bureaucratie qu'il a installé à la tête de l'état, les *siloviki* ou les *ex-kagébistes*. Tout ceci s'inscrit assez bien dans une vieille tradition impériale. En Russie, la propriété n'a jamais été un droit absolu mais une forme d'apanage dont l'empereur disposait à sa guise et au bénéfice de sa clientèle. Le propriétaire n'a jamais été qu'un usufruitier ou un emphytéote. Le fait est que la corruption est aujourd'hui massive et généralisée, et qu'elle constitue une menace pour l'intégrité et l'avenir du système quand bien même voudrait-on la justifier au nom du système lui-même.

- **Les déboires de la société civile**

Il n'y a pas de démocratie effective sans société civile organisée et vivante. L'absence de société civile digne de ce nom en Russie constitue une autre lacune, sinon même un échec dont le régime porte une large part de responsabilité. Le pouvoir craint l'autonomie de la société civile. Il cherche sinon à en interdire le développement, au minimum à le contrôler. Ceci n'est évidemment pas propre à la Russie mais ce qui caractérise cette dernière c'est aussi une certaine apathie de l'opinion par rapport à la question. Il ne s'agit pas simplement du rôle ou du statut des ONG en général qui bien sûr ne s'inscrivent pas naturellement dans la tradition russe, mais plutôt de la manière de concevoir l'exercice des droits et des libertés : presse, expression, association, et droits de l'opposition à commencer par les partis politiques. Les ONG (celles qui ne sont pas sous l'obédience du pouvoir sont presque toutes d'inspiration occidentale) sont tolérées comme l'étaient autrefois les protestants en France sous le régime de l'Edit de Nantes c'est-à-dire à titre précaire, sous strict contrôle et selon le bon vouloir du roi. Il est clair que sous Poutine, la société civile déjà très anémiée du fait du peu d'intérêt de l'opinion pour des questions qu'elle ne juge pas prioritaires, a vu son champ d'action et plus encore sa liberté de mouvement se restreindre sous l'effet d'une stricte surveillance, voire d'un harcèlement administratif et judiciaire systématique. Le pouvoir, rattrapé par ses vieux démons ou les vieilles habitudes, tolère de moins en moins l'opposition dès lors qu'elle pourrait s'organiser et plus encore s'émanciper.

### **3. Que conclure au terme de ce bilan ?**

#### **3.1. La Russie tourne-t-elle le dos à l'Europe et à ses valeurs ?**

Plus concrètement, la Russie est-elle en phase de régression démocratique ? Mais encore faudrait-il préciser par rapport à qui et à quoi ?

Pour porter sur ces questions un jugement objectif, il faut partir du niveau déraisonnablement élevé des attentes qui étaient les nôtres lorsqu'en 1993 Gaidar a lancé, avec ses conseillers américains, son programme de libéralisation en *100 Jours* ! Il est clair que le rêve s'est évanoui et qu'il a coûté très cher à la Russie, et sans doute aussi à la démocratie en Russie.

Formellement et constitutionnellement la Russie est un état de droit. Elle en a incontestablement les attributs. N'est-elle pas membre du Conseil de l'Europe ? Mais, dans la pratique courante c'est une autre affaire. Il est patent que l'exercice des droits et des libertés qui n'a d'ailleurs jamais été vraiment garanti dans la pratique, faute d'un pouvoir judiciaire réellement indépendant et efficace, s'est, avec Poutine, sensiblement rétréci. L'état de droit y correspond d'ailleurs plus à la notion du droit régalien qu'à celle du droit de la personne. Le droit c'est d'abord celui d'exercer le pouvoir, et ce pouvoir se manifeste avant tout par le canal des *ministères de la force*, comme on dit en Russie. La formule est déjà, en soi, tout un symbole.

### **3.2. La Russie est européenne, mais est-elle occidentale ?**

L'erreur aura été de croire, dans les années 90, qu'elle était devenue comme nous ou qu'elle allait naturellement évoluer à notre image ou encore qu'on pouvait oublier le poids de l'histoire. Nous devons apprendre à connaître la Russie pour ce qu'elle est plutôt que pour ce qu'on voudrait qu'elle soit: elle est certes *européenne* (la géographie n'est qu'un facteur et pas le principal en regard de la culture et de l'histoire) mais elle n'est pas *occidentale*, ou en tout cas moins qu'on ne le pense, surtout si on tient compte que, au fil des ans, cette expression a acquis, pour nous en tout cas, une connotation essentiellement *atlantique*. La Russie a été influencée par un passé mongole et byzantin. A ce dernier titre surtout, elle fait partie de ce qu'historiquement on appelait l'Europe Orientale. La Russie aujourd'hui n'est plus communiste, elle est redevenue orthodoxe. Sa conception du pouvoir est d'essence quasi divine, et son exercice revêt le plus souvent un caractère secret pour ne pas dire mystérieux. Une partie de notre problème à comprendre la Russie est d'ordre culturel. Une chose est en tous cas certaine, la Russie n'est pas de sensibilité *atlantique* et ne compte pas le devenir.

C'est en cela qu'il faut voir la cause d'un malentendu profond qui, faute d'être compris et intériorisé, nous réservera encore bien des déceptions et des déconvenues. Gardons-nous donc de toute idéalisation de nos attentes et évitons deux excès : (1) traiter la Russie comme une quantité négligeable appelée à évoluer quoiqu'il arrive à la périphérie de l'Europe et, donc, qu'elle le veuille ou non, dans une sorte de mouvance occidentale; ou (2) surestimer sa puissance et sa capacité de nuisance en assimilant sa nouvelle *assertivité* à un retour en force de l'*URSS*.

La Russie a été depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle une grande puissance. Elle a dominé, par son poids idéologique et militaire surtout, la conjoncture politique européenne pendant la deuxième partie du XX<sup>e</sup> siècle. Elle reste, encore aujourd'hui, une grande puissance par son passé, sa situation géographique très particulière et son énorme potentiel, sans même parler de sa culture. Elle est surtout le plus grand, et peut-être aussi, à terme, le dernier grand voisin continental de l'Union Européenne. A tous ces titres elle est avant tout un partenaire

stratégique avec lequel nous devons nous entendre quels que puissent être nos différences et les inévitables conflits d'intérêt qui nous opposent ou qui ne manqueront pas de nous diviser.

### 3.3. A quoi doit-on s'attendre en 2008 ?

Le bilan est en demi-teinte pour les optimistes, il est contrasté et plutôt inquiétant pour les pessimistes. Le fait est que ce bilan apparaît comme une préfiguration de l'après élection ; et ce, avec ou sans Poutine. De toute façon, ce dernier continuera à peser, d'une manière ou d'une autre, d'un poids déterminant sur la scène politique ; ceci ne fut-ce que parce que ses nombreux amis politiques et clients qui lui doivent leur carrière, et souvent aussi leur fortune, souhaitent ardemment continuer à jouir de sa protection. Il n'y a donc pas de raisons objectives de s'attendre à un changement de cap, à moins, bien sur, d'un renversement profond et durable de la conjoncture économique internationale. Ce n'est pas à exclure mais ce n'est pas non plus dans les cartes, du moins pas à court terme. A plus long terme, la vraie menace qui pèse sur l'avenir de la Russie est d'ordre démographique, et, à ce niveau, les solutions dépassent singulièrement l'horizon politique du successeur de l'actuel président, quel qu'il soit. Ceci étant, il est évident qu'un retournement de la conjoncture, s'il devait se produire, aurait des conséquences politiques profondes et surtout imprévisibles. Nous pouvons certes être d'avis que la Russie a besoin de changement et de plus de libertés, sinon de plus de libéralisme mais elle-même n'en voit ni l'urgence, ni même la nécessité. Poutine n'est ni un téméraire ni un visionnaire. Il est avant tout « grand russe » et réaliste. Il n'y a pas de raisons de penser que celui qu'il aura propulsé au pouvoir soit différent sous ce rapport.

Poutine aura au moins jeté les bases d'une continuité du pouvoir qui n'était pas assurée lorsqu'il y a lui même accédé. De ce point de vue son successeur aura la tâche plus facile. Ce successeur sera peut-être moins que Poutine lui-même le portrait de l'*homo sovieticus* mais il s'inscrira, comme lui, dans une perspective politique néo-impériale et d'inspiration panslaviste dont les racines remontent au XIX siècle car tel est, en schématisant à peine, la vision que la Russie se fait d'elle-même.

Concrètement, tout ceci veut dire que la Russie de l'après Poutine ne se montrera pas plus accommodante sur un certain nombre de dossiers controversés soit qu'il en aille de ce qu'elle considère comme son intérêt supérieur, dans la question du Kosovo par exemple, soit que tactiquement elle estime que le moment des concessions n'est pas encore venu, comme dans le cas des conflits dits gelés. Cela ne veut pas dire que rien ne changera. Des positions extrêmes peuvent toujours, si cela s'avère utile, être revues à la baisse, et ce à moindre frais, surtout quand l'objectif vise à créer une image d'*assertivité* plutôt qu'à défendre ou à promouvoir de réels intérêts vitaux. La Russie peut donc se permettre de jouer le jeu de l'opportunisme. L'important pour elle est d'occuper un terrain diplomatique dont il est vrai qu'elle a été longtemps, et pourrait-on dire anormalement absente. C'est en cela que réside très largement le nœud du problème.

### 4. Russie – Europe, « strategic partnership » et/ou « troubled partnership »? Sans doute les deux à la fois

Le problème pour nous n'est pas l'*assertivité* dont la Russie fait preuve ni même que cette *assertivité* soit soutenue par une opinion très portée au nationalisme. Le problème est que la

Russie poursuit ses objectifs par des méthodes que l'on peut qualifier de brutales ou de peu adaptées aux circonstances de l'heure, voire même de maladroites et dommageables à son image internationale. Même si ces méthodes ne sont pas le plus souvent dirigées contre nous, du moins pas directement, elles n'en sont pas moins contraires à l'esprit de *partnership* que d'autre part elle prétend professer. Ainsi l'emploi à peine déguisé de la menace, surtout vis-à-vis de ses voisins directs, ou les techniques de chantage ou de compromission des adversaires ou concurrents présumés ne sont pas nécessairement les meilleurs moyens de développer une relation de confiance dont elle a pourtant besoin et encore moins d'améliorer son image internationale. Le discours gagnerait à être plus subtil, plus rassurant et surtout plus modeste ou encore moins grandiloquent. Un changement de style et de vocabulaire, sinon de méthode ou d'approche serait déjà en soi une amélioration notable.

Quant à nous, nous devons analyser la situation avec sobriété et lucidité mais aussi avec confiance et réalisme. Nous avons, et nous aurons toujours avec la Russie des divergences d'intérêts, comme avec d'autres puissances. Nous devons défendre nos intérêts et nos valeurs sans complexe mais sans agressivité. Nous devons retrouver, nous aussi, le chemin de la *realpolitik*, ce qui ne veut pas dire sacrifier nos valeurs ni faire des concessions qui pourraient d'ailleurs être faites en pure perte dans la mesure où il ne s'agirait que de rencontrer des exigences purement tactiques ou tout simplement opportunistes. La bonne façon de défendre ces valeurs avec une chance de les voir prévaloir sur la durée, ne consiste pas, non plus, à sacrifier nos intérêts ni à rompre le dialogue.

Dans ce dialogue la Russie n'est pas sans atouts mais nous ne devons pas non plus sous-estimer les nôtres, y compris dans le domaine de l'énergie; ce pour autant bien sûr que nous ne devenions pas pour la Russie un marché captif. C'est là une question géoéconomique qui ressort aussi d'une certaine conception de la libéralisation des marchés que les uns et les autres disent poursuivre sans toujours la vouloir, plutôt que de géopolitique au sens strict du terme. En outre, la Russie, même forte de son droit de veto au Conseil de Sécurité n'a pas intérêt à abuser de sa capacité de blocage sans courir le risque de discréditer les institutions internationales sur lesquelles elle compte pour se faire entendre. Elle pourrait de la sorte, faire la démonstration de son incapacité à peser concrètement sur la réalité politique du terrain. Le danger, de son point de vue, est que les choses finissent quand même par se faire, mais sans elle, au Kosovo par exemple.

Plus généralement, une rupture avec l'Europe, s'il fallait en arriver là, ne serait pas en soi de nature à renforcer les positions de la Russie vis-à-vis de ses partenaires asiatiques pour ne citer qu'eux. La Russie est et restera avant tout une puissance européenne. Elle le sait d'ailleurs très bien, même si elle feint parfois d'agiter l'idée qu'elle dispose d'une alternative « orientale » à l'option « occidentale ». Ce n'est pas qu'une telle option n'existe pas, ne fut-ce qu'en raison de la géographie, mais bien qu'elle ne peut être réellement exploitée par la Russie que si cette dernière peut s'adosser à une solide coopération occidentale.

Nous devons donc, les uns et les autres, assumer sans complexes nos différences ainsi que leurs éventuelles conséquences quitte à constater que nous ne sommes pas d'accord. Mais le fait de ne pas être d'accord sur tout ne veut pas dire que nous ne puissions être d'accord sur rien. Ainsi la Russie est-elle confrontée, comme nous-mêmes, aux défis de la mondialisation, laquelle peut apparaître comme une des conséquences de la chute du mur. Paradoxalement, nous partageons les retombées multiples, bonnes ou moins bonnes, de cet évènement qui fut historique pour la Russie comme pour nous.

Quoi qu'il advienne la Russie est, et restera, un partenaire ombrageux et d'autant plus difficile qu'elle doit encore se trouver dans le monde une place à sa mesure. La Russie a de grandes et légitimes ambitions. Ces ambitions, elle les voit naturellement en référence avec son passé d'une part et avec son considérable potentiel de l'autre. Encore faut-il qu'elle ait du monde actuel dans lequel la notion de puissance n'est plus celle des XIX et XX siècles, une vision moderne. C'est encore tout autre chose que d'agiter les fantômes d'un passé révolu.

Face à une *assertivité* compréhensible, même si elle est parfois excessive, mal dirigée, ou même détournée à des fins de consommation interne et nationaliste, nous devons faire preuve d'ouverture mais surtout de sang froid, de cohérence et de fermeté. Cette approche est d'autant plus évidente que nous disposons d'une marge de flexibilité plus grande que ce n'était le cas quand nos intérêts de sécurité étaient directement en jeu. Nous ne sommes heureusement plus au bord du gouffre. Les références à la guerre froide ne sont plus d'actualité et l'expression elle-même devrait être bannie de notre vocabulaire.

Avec nos partenaires russes nous devons nous-mêmes opter pour une diplomatie que l'on pourrait aussi qualifier d'*assertive*. En d'autres mots, le but n'est pas ou plus, pour paraphraser la formule de *Clausewitz*, lequel fut souvent invoqué, et pas toujours à raison, par les stratèges de la guerre froide et par les adeptes d'une dissuasion fondée sur la logique inéluctable d'une « escalade aux extrêmes », de poursuivre la destruction de l'adversaire par les armes, ni même de le défaire par d'autres moyens, ce qui est d'ailleurs arrivé. Il s'agit désormais de trouver, là où c'est possible, un terrain d'entente avec un partenaire certes difficile mais stratégique dans le sens le plus critique du terme. Or, il y a suffisamment de terrains d'entente possibles entre la Russie et nous-mêmes pour faire prévaloir une coopération adulte et respectueuse de différences qu'il ne faut ni nier, ni surestimer.

## Conclusion

Le but n'est pas ici de dresser la liste des points d'entente ou de divergence mais de souligner que le partenariat porte en soi la notion de destin partagé. Encore faudrait-il que le partenaire russe, indépendamment de la personne de Poutine ou du rôle qu'il décidera de jouer demain dans la hiérarchie du pouvoir, accepte de dépasser les enjeux tactiques qui consistent à vouloir marquer des points au détriment de l'autre ou à prendre une quelconque revanche sur l'histoire, pour adopter une vision réellement stratégique de la coopération internationale, laquelle ne saurait se résumer à un jeu à somme nulle. L'*assertivité* n'est pas une fin en soi.

Dans un surprenant retour historique, la formule de « *troubled partnership* » que Kissinger appliquait, *in illo tempore*, aux relations transatlantiques, est probablement celle qui convient le mieux aujourd'hui pour définir la nature multipolaire et complexe des relations que l'Europe et l'Occident, acceptation qui inclut les Etats-Unis qui sont et resteront un acteur déterminant dans cette partie, doivent entretenir avec la Russie post soviétique.

Le problème pour l'UE sera sans doute moins celui de la Russie en tant que telle ni celui de la chronique d'une succession annoncée, même si elle reste à écrire, que de se mettre d'accord au sein de l'UE sur une « Ostpolitik » qui soit opérationnelle, réaliste et surtout consensuelle, donc sur une véritable stratégie qui puisse sous-tendre la mise en œuvre d'un nouvel Accord de Partenariat et de Coopération si celui-ci voit le jour. Ne confondons pas, les uns et les autres, instruments et objectifs.

*Pierre-Etienne CHAMPENOIS is Senior Researcher at EGMONT – The Royal Institute for International Relations*